



Préfecture  
Direction de la citoyenneté  
Bureau des procédures environnementales  
Mel : pref-environnement@eure-et-loir.gouv.fr

## **Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

### **Arrêté préfectoral portant mise en demeure Société CHARTRES MÉTROPOLE ÉNERGIES à Gellainville, Chaufferie urbaine (n° ICPE 12929)**

#### **LA PRÉFÈTE D'EURE-ET-LOIR Officier de l'ordre national du mérite**

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511 - 1, L. 514-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 27/06/2017 à la société CHARTRES MÉTROPOLE ÉNERGIES pour l'exploitation d'une chaufferie urbaine sur le territoire de la commune de Gellainville concernant notamment la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**Vu** l'article 7.3.3, l'article 3.2.1, et l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27/06/2017 susvisé ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 16 décembre 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** le courrier en date du 23 décembre 2019 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 17 janvier 2020 ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 17 octobre 2019, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- Présence d'équipements inadaptés en zone ATEX,
- Les dispositifs de protection contre la foudre et les mesures de prévention ne répondent pas aux exigences de l'étude technique foudre et la remise en état n'a pas été réalisée dans un délai d'un mois,
- Absence de liste des mesures de maîtrise des risques (MMR),
- Dépassement des durées d'indisponibilité des appareils de mesure en continu,
- Les installations électriques ne sont pas maintenues en bon état.

**Considérant** que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 7.3.3, l'article 3.2.1, et l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27/06/2017 susvisé ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CHARTRES MÉTROPOLE ÉNERGIES à Gellainville de respecter les dispositions de l'article 7.3.2.1, l'article 7.3.3, l'article 7.5.1, l'article 3.2.1, et l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27/06/2017 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

## **ARRÊTE**

**Article 1** – La société CHARTRES MÉTROPOLE ÉNERGIES exploitant une installation de chauffage urbain sise 32, rue Hélène Boucher sur la commune de Gellainville est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27/06/2017, suivantes :

dans **un délai de 1 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

- l'article 7.3.3, en transmettant à l'inspection des installations classées les éléments justifiant de la mise en œuvre des actions correctives permettant de s'assurer que les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte à la sécurité des installations et des personnes sont protégées suffisamment et conformément à l'étude technique ;

dans **un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article 3.2.1, en transmettant à l'inspection des installations classées les éléments justifiant du respect des durées d'indisponibilité des appareils de mesure en continu ;
- et l'article 7.3.2, en transmettant à l'inspection des installations classées le certificat Q18 ou équivalent, indiquant la présence ou non de risques d'incendie ou d'explosion ;

### **Article 2 - Sanctions**

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 3 - Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télé recours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

**Tout recours (excepté le télé recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.**

### **Article 4 - Notifications-publications**

- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une période minimale de 2 mois conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement.

### **Article 5 - Exécution**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le **14 FEV. 2020**  
**La Préfète, Pour la Préfète,**  
**Le Secrétaire Général**



**Régis ELBEZ**